

POUR UNE RESOLUTION DU CONFLIT EN UKRAINE

TYPE DE DOCUMENT: MEMO

CLASSIFICATION: EXTERNE
5 Juillet, 2017

LE ROLE MOTEUR DE LA FRANCE EN 4 MESURES

La situation à l'est de l'Union Européenne ne cesse de se détériorer depuis maintenant trois ans. En plus d'interférer avec les élections de plusieurs pays occidentaux, dont la France, Moscou poursuit sans relâche une campagne de désorganisation de grande ampleur en Ukraine, dans les Balkans, en Moldavie et en Géorgie.

Cette campagne s'inscrit dans une stratégie plus large du Kremlin visant à saper les réformes et la consolidation des démocraties pro-européennes de son ancienne zone d'influence. Les provocations russes ne sont plus seulement un problème pour l'est de l'Europe : c'est désormais le projet même d'une Europe stable et pacifiée qui est directement menacé par le Kremlin.

Les mesures de rétorsion prises par l'UE et les Etats-Unis ont réussi à contenir l'expansion du conflit mais ont échoué à réellement modifier le comportement de la Russie. Alors que les protocoles de Minsk sont dans l'impasse, le besoin se fait de plus en plus pressant d'un leadership ferme et de mesures clés fortes pour dépasser un statut quo de plus en plus dangereux. Fort de son nouveau président, la France peut incarner une nouvelle force motrice pour résoudre le conflit le plus meurtrier d'Europe.

UN DANGEREUX STATU QUO EN UKRAINE

Bien que soutenant officiellement les accords de Minsk, l'objectif de Moscou reste inchangé: entretenir la guerre dans le Donbass pour déstabiliser profondément l'Ukraine et la région. La situation sur le terrain continue de s'aggraver. Les trois premiers mois de 2017 ont été le théâtre d'une augmentation des pertes humaines de 30% comparé à la même période l'année précédente.

D'après l'OSCE, les forces séparatistes à la solde du Kremlin sont responsables d'une écrasante majorité des violations du cessez-le-feu. Depuis le début de l'année, Moscou a accéléré son plan

d'intégration politique et économique du Donbass, en reconnaissant les documents officiels émis par les autorités séparatistes et en autorisant l'adoption du rouble comme monnaie locale. Le Kremlin a également soutenu les expropriations d'usines Ukrainiennes par les rebelles pro-russes et, pour qu'elles continuent de fonctionner, a pris en charge l'approvisionnement de leurs stocks de charbon et de fer.

Dans ce contexte, et à moins que la situation sécuritaire ne s'améliore, il est politiquement périlleux pour Kiev de mettre en place les conditions politiques telles que prévues par les accords de Minsk. Tenir des élections dans ces conditions équivaldrait à reproduire le triste exemple du referendum en Crimée en 2015 qui s'est tenu dans la peur et la menace. D'une façon générale, les experts russes proches du pouvoir s'accordent à constater que Moscou poursuit sa stratégie d'enracinement en Ukraine. A moins d'un changement de circonstances, elle n'a aucune raison de s'arrêter ou de devenir un partenaire fiable en Europe.

L'EFFORT DE REFORME SE POURSUIT

En dépit de la guerre alimentée par le Kremlin pour la déstabiliser, l'Ukraine poursuit la plus profonde transformation de son économie et de ses institutions depuis l'accession à l'indépendance en 1991. Après un déclin de près de 17% du PIB entre 2014 et 2015, l'économie s'est stabilisé au dernier semestre de 2016 à un niveau de 4% de croissance. Le climat des affaires est en net progrès, avec un système avant-gardiste d'enregistrement en ligne pour les propriétaires, une simplification de la réglementation des entreprises, ainsi qu'un registre électronique transparent pour les marchés publics. Dans l'évaluation « Doing Business » de la Banque Mondiale, l'Ukraine a gagné 30 places et vise le top 40 dans les deux prochaines années.

Le FMI continue de soutenir Kiev sur la voie des réformes et de la stabilisation fiscale. En 2017, en accord avec le FMI, l'Ukraine va réformer son système de retraite et avancer vers la privatisation des terres. L'Accord de Libre-échange Approfondi et Exhaustif avec l'UE, appliqué provisoirement depuis janvier 2016, a déjà permis d'augmenter le commerce entre l'Ukraine et l'UE de 7.5%, ouvrant le marché des 45 millions d'Ukrainiens aux entreprises européennes.

La reprise de l'économie ukrainienne serait naturellement impossible sans un combat systématique contre la corruption. Les anciennes unités de polices ont été remplacées par une nouvelle police nationale ; plus de 80 banques non-profitables et tenues par des oligarques ont été fermés simultanément à l'ouverture de la concurrence dans le domaine de l'énergie, afin de réduire les opportunités de corruption. De nouvelles institutions ont été mises en place et un système de déclaration de revenu et de patrimoine a été institué afin d'obliger les 800,000 fonctionnaires, dont le Président et les membres du Parlement, à rendre public leurs patrimoines. Dès juin 2017, les Ukrainiens pourront circuler sans visas dans la zone Schengen, après que le gouvernement ait restructuré le système de gestion de ses frontières et de son immigration, pour les mettre en phase avec les standards européens.

L'ÉCHEC D'UNE UKRAÏNE PRO-EUROPÉENNE SIGNIFIERAIT UN ÉCHEC POUR L'EUROPE

Pour préserver les progrès réalisés jusqu'ici et stabiliser l'est de l'Europe, il est vital que l'Ukraine réformatrice, post-Maidan et pro-européenne, reste attractive et soit soutenue par ses partenaires européens contre l'intensification de l'agression russe.

Il serait imprudent de présumer que le statu quo apparent, s'il ne résout pas le conflit, puisse apporter une certaine stabilité à la situation ukrainienne. La dégradation est insidieuse, et si rien n'est fait pour y répondre, la pression populiste et nationaliste va nécessairement s'accroître et rendre Kiev plus vulnérable à la déstabilisation russe. Cela serait un coup dévastateur pour la stabilité de l'UE que l'Ukraine retombe sous le giron de Moscou.

Premièrement, cela rapprocherait des frontières de l'UE une Russie en position de force sur la scène internationale – et qui continue de représenter pour l'Occident une menace. Les tensions frontalières, la subversion, et le travail de sape continuels de nos institutions démocratiques deviendraient plus faciles pour Poutine.

Deuxièmement, une majorité d'Ukrainiens résisteraient à un tel retour en arrière, ce qui provoquerait une crise politique à Kiev et une aggravation du conflit. C'est potentiellement des millions d'Ukrainiens qui pourraient être déplacés vers les frontières de l'UE. Il est loin d'être certain qu'un gouvernement ukrainien pro-Kremlin, affaibli, puisse gérer cette crise et empêcher un exode massif vers l'Union Européenne.

En plus de ces menaces sécuritaires imminentes, la capacité d'influence européenne aurait beaucoup à perdre d'un échec de l'Ukraine. Bien que n'ayant aucune chance de devenir un pays Membre de l'UE dans un futur proche, l'Ukraine est une partie indivisible du projet européen. Un échec de l'Ukraine représenterait l'échec des valeurs européennes et de la capacité de l'UE à influencer et à stabiliser son voisinage.

LE BESOIN D'UNE NOUVELLE FORCE MOTRICE ET DE NOUVELLES MESURES POUR STABILISER LA SITUATION

En tandem avec Berlin, Paris a joué un rôle moteur dans les efforts menés pour résoudre le conflit en Ukraine, à travers le Format Normandie. Cependant, ces efforts ont montré leurs limites et ont eu des résultats mitigés. Alors que l'Allemagne est distraite par ses prochaines élections et que la Russie progresse quotidiennement dans son annexion rampante du Donbass, il y a non seulement l'opportunité mais le besoin d'une nouvelle force motrice sur le dossier.

Avec la nouvelle présidence française, la relation Paris-Berlin va être revigorée sur plusieurs fronts, notamment l'économie de l'Euro-zone et l'Europe de la défense. L'Ukraine peut en être un élément essentiel. Le rôle moteur de la France pour résoudre les causes profondes de la dégradation de la relation entre Moscou et les puissances occidentales - la guerre en Ukraine – viendrait compléter et améliorer les efforts engagés jusqu'ici.

En réalité, avec la sortie imminente du Royaume-Uni hors du projet européen, la France demeure de fait l'unique puissance nucléaire de l'UE et son seul représentant permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Avec plus de troupes déployées dans plus de théâtres d'opérations qu'aucun autre membre de l'UE, la France est en position de force.

Pour pacifier la région tout en endiguant la stratégie de déstabilisation de la Russie, le Président français peut :

- 1) Déployer une force d'observation 24/7 dans le Donbass et associer plus étroitement les Etats-Unis dans le Format de Normandie, afin d'y ajouter leur poids diplomatique et dépasser le statu quo actuel. D'une part, seule une mission d'observation avec un mandat robuste peut désormais empêcher que la situation ne dégénère en « conflit gelé » ou ne s'embrase. D'autre part, le président Trump a désormais une marge de manœuvre très réduite quant à sa politique vis-à-vis de la Russie et l'administration américaine commence à réaliser qu'elle a besoin de progrès en Ukraine si elle veut justifier une « remise à zéro » des relations avec Moscou. Poutine serait lui-même plus enclin à prendre les négociations sérieusement s'il ne peut plus espérer de gains sur le terrain et s'il est confronté à un front UE-USA unifié.
- 2) Proposer à l'Ukraine de rejoindre une union douanière avec l'UE afin de générer des bénéfices mutuels pour la décennie à venir. Après l'Accord de Libre-échange Approfondi et Exhaustif avec l'UE et la libéralisation des visas, cela représenterait la prochaine grande étape de l'intégration économique de l'Ukraine à l'Union Européenne. Cela permettrait à l'UE de garder sa capacité d'influence sur Kiev, sans s'engager sur la voie de l'accession, tout en donnant à l'Ukraine des arguments pour continuer d'avancer sur la voie difficile mais nécessaire des réformes structurelles. Enfin, cela donnerait à l'Ukraine la stimulation économique dont elle a cruellement besoin. En comparaison, l'union douanière avec la Turquie a permis de quadrupler les relations commerciales avec l'UE depuis 1996.
- 3) Signaler le renforcement possible des sanctions pesant sur la Russie, en convainquant les membres de l'UE d'allonger la période de renouvellement de 6 à 12 mois et en y incluant les citoyens Russes impliqués dans les expropriations d'entreprises dans l'Est de l'Ukraine et dans la violation des droits de l'homme en Crimée. Une durée de sanction de 12 mois alignerait les sanctions européennes avec celles des Etats Unis, signalant une unité forte sur ce dossier transatlantique clé. De plus, cela éviterait les laborieuses négociations qui risquent tous les six mois de mettre à mal l'unité européenne.

- 4) Renforcer l'aide économique à l'Ukraine. La France est bien positionnée pour renforcer son assistance économique à l'Ukraine, actuellement évaluée à 2.7 millions d'euros, soit à peine 3% des 86.5 millions d'euros versés par l'Allemagne en 2016. D'une façon générale, pour 2015, l'aide combinée à l'Ukraine du FMI, de la BERD et de l'UE, lorsqu'elle est calculée « per capita », est bien inférieure à ce qu'ont pu recevoir ses voisins : un tiers de ce qu'a reçu la Pologne et deux tiers de ce qu'a reçu la Géorgie. Dans une résolution d'urgence adoptée récemment au Congrès du Parti Populaire Européen (EPP), celui-ci lançait un appel à un ambitieux programme d'investissement. Une partie de cette aide devrait être utilisée pour la reconstruction des territoires libérés du contrôle des forces pro-russes.



Le projet Ukraine de Rasmussen Global

Suite à la nomination d'Anders Fogh Rasmussen comme conseiller en politique étrangère du Président Poroshenko, Rasmussen Global a développé un ambitieux projet autour de l'Ukraine. Son objectif est double : d'une part entretenir le soutien de la communauté internationale envers l'Ukraine, de l'autre accompagner les efforts de réforme engagés par Kiev. Rasmussen Global conseil le Président ukrainien et son gouvernement sur les réformes prioritaires qui stabiliseront l'Ukraine et la rapprocheront de l'UE, tout en travaillant de manière étroite avec les acteurs clés du dossier ukrainien de part et d'autre de l'Atlantique.